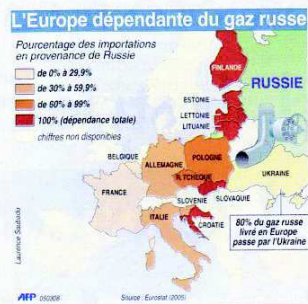


UE - Russie. Le 1^{er} janvier 2009, le géant russe Gazprom a suspendu ses livraisons de gaz à l'Ukraine en raison d'un «différend commercial». Depuis, les pénuries se sont étendues à toute l'Europe.

La guerre du gaz

Mardi 6 janvier, les conséquences de la querelle gazière entre Moscou et Kiev se faisaient ressentir en Europe centrale et orientale. Le lendemain, le reste du continent était touché, tandis que Moscou annonçait officiellement l'arrêt de ses livraisons. Résultat : le tarissement des livraisons de l'or bleu en provenance de Russie est quasi complet dans toute l'Union européenne (UE). Il a fallu en arriver là pour que la nouvelle présidence de l'UE, assurée par la République tchèque, décide enfin des implications dans le règlement du conflit russo-ukrainien. Face à l'aggravation de la situation, il devenait de plus en plus difficile pour la Commission européenne comme pour Prague de soutenir que le conflit Gazprom-Naftogaz, deux compagnies d'état directement gérées par le pouvoir, restait un «différend commercial bilatéral».

Il semble en effet que la dimension politique a fini par prendre le dessus dans cette crise. Prévisible. Selon de nombreux observateurs, la discordie dépasse le cadre d'un conflit portant sur le gaz. Il s'agirait pour Moscou de faire pression sur Kiev afin que l'ancienne République soviétique renonce à ses ambitions de rejoindre l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN). Gazprom, de son côté, assure qu'il n'en est rien.



Les dirigeants de Gazprom et de Naftogaz doivent se rendre jeudi 8 janvier à Bruxelles pour concrétiser un accord avec la présidence tchèque et la Commission européenne. En théorie, l'accord pour lequel les différents acteurs impliqués se réunissent devrait permettre de vérifier sous contrôle international que la Russie achemine bien le gaz promis aux compagnies européennes en Ukraine, puisque cette dernière en répercute intégralement le volume jusqu'à sa frontière occidentale. La vérification des volumes en transit pourrait ainsi aider à réamorcer la pompe à destination de l'UE.

Mais le problème de fond n'en serait pas réglé pour autant : le prix du gaz. «Nous vendrons le gaz

à l'Ukraine au prix européen de 418 dollars pour 1000 mètres cubes», a déclaré le PDG de Gazprom, Alexei Miller, alors que Kiev bénéficie actuellement d'un tarif préférentiel de 180 dollars. L'Ukraine aurait accepté de payer 235 dollars les 1000 mètres cubes, en contrepartie d'une redevance plus élevée pour le transit du gaz russe sur son territoire, mais le tarif proposé par Gazprom dépasse largement celui évoqué par Moscou jusqu'à présent.

Or, tant que l'altercation à ce sujet persiste, l'Europe risque d'être prise en otage. D'ailleurs, le Premier ministre tchèque Mirek Topolánek a averti hier que malgré l'accord de principe de Kiev et Moscou avec la proposition de l'UE, «La Russie reprendra l'acheminement du gaz quand les groupes d'observateurs seront en place», pas avant. L'aboutissement à une solution risque donc de prendre un certain temps et ce, d'autant que, en comparaison à la crise de 2006, la rupture des approvisionnements en gaz russe est beaucoup plus importante et que les deux protagonistes se montrent plus agressifs dans leur comportement.

Une rivalité ancienne

DEPUIS LE DÉCLENCHEMENT de la crise en début de mois, les deux pays n'ont cessé de se rejeter la responsabilité. Kiev affirme que le robinet a été coupé du côté russe, accusant Gazprom d'avoir «baissé sans aucune explication les livraisons jusqu'à 92 millions de mètres cubes par 24 heures, contre 221 mil-



Le gaz russe ne transite plus par les gazoducs ukrainiens, provoquant une pénurie dans les pays européens.

Durement touchés par l'arrêt des livraisons de gaz, les nouveaux Etats membres de l'UE, exigent davantage de fermeté à l'égard de la Russie.

lions de mètres cubes promis». Moscou prétend de son côté que le gaz destiné aux Vingt-Sept était siphonné sur son parcour ukrainien. Alexander Medvedev, patron de la filiale d'exportation de Gazprom, a affirmé que «si on fait le total du gaz ponctionné sur le pipeline pour l'exportation et celui pris dans des stockages souterrains, le total du gaz pris par Naftogaz dépasse 35 millions de mètres cubes par jour». «Tout le gaz qui a été pris illégalement devra être payé», en surplus de ce que doivent déjà régler les Ukrainiens, soit «600 millions de dollars», a-t-il ajouté. Par ailleurs, Alexander Medvedev estime que la crise justifie plus que jamais les deux gazoducs géants que sa compagnie construira pour contourner les pays avec lesquels Moscou entretient des relations difficiles : la Biélorussie, les pays baltes, la Pologne et l'Ukraine. Gazprom souligne qu'il a souci légitime des Européens d'être rassurés sur la fiabilité de leur approvisionnement répond le souci non moins légitime des Russes de s'assurer des routes de transit sécurisées et des débouchés sûrs pour son gaz, qui représente 8 % du PIB russe. Depuis 2006, ils ont mis en chantier ou à l'étude deux gazoducs auxquels sont associés des groupes européens.

Le NorthStream reliera la région de Saint-Petersbourg au nord de l'Allemagne en passant sous la Baltique. Il se heurte à l'hostilité des pays baltes et de la Pologne. Le SouthStream, qui passe sous la mer Noire, doit déboucher en Autriche via la Bulgarie, la Roumanie, la Serbie et la Hongrie, avec une branche alimentant la Grèce et l'Italie. Comme l'Allemand Gerhard Schröder et l'Italien Silvio Berlusconi, le Premier ministre Vladimir Poutine a contribué à la naissance de ces projets qui sont, selon lui, «dans l'intérêt des consommateurs européens». Mais deux projets qui sapent aussi toute velléité de politique énergétique commune.

Les 27 à l'épreuve

CÔTÉ EUROPÉEN JUSTEMENT, l'UE se veut rassurante en évoquant les nombreux stocks de gaz dont elle dispose. Selon Naftogaz, l'Ukraine peut compter sur 17 milliards de mètres cubes de gaz en stock, soit l'équivalent d'au moins 65 jours de consommation hivernale. L'Allemagne, l'Italie, la Grèce et la Suisse ont également indiqué disposer de réserves suffisantes pour faire face à la crise.

Mais l'UE reste néanmoins plus vulnérable cette fois-ci à sa périphérie. En effet, la Roumanie et la Bulgarie, les plus durement touchées par la fermeture du robinet russe, n'étaient pas membre de l'UE il y a trois ans. En cas de pénurie, ces pays sont désormais en droit d'attendre une solidarité européenne. Or, le ministère bulgare de l'économie a déjà publié un communiqué alarmant : «A partir de 3 h 30 du matin, les livraisons [] à la Bulgarie ainsi que le transit vers la Turquie, la Grèce et la Macédoine ont été suspendus. Nous sommes dans une situation de crise».

Au final, la question de la dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie se pose à nouveau pour l'UE. Dans ce domaine, les nouveaux Etats membres, dont la République tchèque, exigent souvent davantage de fermeté de la part de l'UE, contre l'avis des pays, comme la France, l'Allemagne et l'Italie, qui entendent ménager un fournisseur considéré comme stratégique. «Il est évident que les Russes cherchent à tester la présidence tchèque des Vingt-sept, car ce pays est l'un des plus atlantistes de l'Union», juge à cet égard un diplomate à Bruxelles. L'Union fera-t-elle la force ? A suivre.

AMINA BOUBIA